ASSOCIATION SÉCURITÉ RIVIERA

CONSEIL INTERCOMMUNAL

Rapport de la commission de gestion chargée d'étudier le préavis no 08/2022 – Indexation de l'échelle des traitements sur la base de l'indice des prix à la consommation

Au Conseil intercommunal Sécurité Riviera,

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

La commission chargée d'examiner l'objet cité en titre s'est réunie le 14 décembre 2022. Elle était composée des membres suivants :

Communes	Membres	
Blonay-St-Légier	Julien Decombaz	x
Chardonne	Anne Ducret	x
Corseaux	Corinne Borloz, suppléante	x
Corsier	Nicolas Luyet	x
Jongny	Rodrigo Leal	x
La Tour-de-Peilz	Piero Negro	x
Montreux	Pascal Rossier	excusé
Vevey	Nicolino Berardocco	x
Veytaux	Alexandre Koschevnikov	x

Lors de cette séance, le Président du Comité de direction, Monsieur Bernard Degex était accompagné de Monsieur Frédéric Pilloud, Directeur.

La commission les remercie de leur disponibilité, de la précision et de la complétude des réponses apportées.

Lors de cette rencontre, les questions et les réponses fournies ont été discutées.

QUESTIONS-REPONSES SUR LE PREAVIS 08/2022

Présentation des chiffres :

Question : Serait-il possible d'intégrer au budget 2023 un tableau récapitulatif des lignes budgétaires impactées par ce préavis afin de permettre une lecture plus aisée desdits comptes ?

***Réponse** : Nous vous transmettons en annexe le tableau y relatif.*

Page 2, point 4 :

Question : Effet rétroactif : La délégation du personnel parle d'une correction rétroactive concernant l'indemnité pour inconvénients de service.
Cette correction est-elle à comprendre pour le 1er janvier 2023 ou à une date antérieure ?

***Réponse** : L'adaptation de l'indemnité pour inconvénients de service interviendra effectivement au 1er janvier 2023.*

Question : Et quid de l'effet rétroactif de l'échelle des traitements ? Nous supposons que son entrée en vigueur est aussi prévue au 1er janvier 2023.

***Réponse** : L'adaptation de l'échelle des traitements interviendra également au 1er janvier 2023.*

Question : La rétroactivité de ces adaptations est-elle à bien plaire ou la jurisprudence impose-t-elle une application au début d'une année comptable ?

***Réponse** : En l'occurrence, il ne s'agit pas de « rétroactivité », puisque ces adaptations sont prévues pour le futur (1er janvier 2023). A notre connaissance, aucune jurisprudence n'impose qu'une adaptation de l'échelle des traitements ou de prestations telles que l'indemnité pour inconvénients de fonction doive impérativement intervenir au début d'une année comptable.*

Page 4, point 7 :

Question : Quelles sont les réflexions qui ont amené le Codir et la Direction à ne proposer « que » 3% d'adaptation ?

***Réponse** : Depuis plusieurs années, le Comité de direction et la Direction ont apporté des améliorations substantielles à la politique des ressources humaines (la revalorisation de certaines fonctions, dont celle de policier-ère, la restructuration des services, l'harmonisation de la reconnaissance des cadres et des spécialistes, l'augmentation de la progression salariale sur la base du benchmarking, etc).*

Conformément aux dispositions statutaires, l'indice national des prix à la consommation est pris comme une référence. Sur cette base et par souci de cohérence avec les administrations communales et régionales, le taux de 3% a été retenu. En effet, à notre connaissance, aucune commune membre de notre Association n'a octroyé une adaptation allant au-delà des 3%.

A titre informatif, le Conseil d'Etat a retenu une autre option qui ne semble pas plus favorable à l'ensemble du personnel.[1]

Question : Pourrions-nous connaître le montant d'une indexation pour inconvénients de service à 5,7%. Nous l'estimons à CHF 118'439.

***Réponse** : Cette estimation est correcte et conforme aux projections faites dans le tableau ci-dessous.*

Taux	Blonay - Saint-Légier	Chardonne	Corseaux	Corsier	Jongny	Montreux	La Tour-De-Peilz	Vevey	Veytaux	Château-d'Oex	Rossinière	Rougemont	Total
3%	7 772	1 232	932	1 357	722	22 453	10 550	17 022	261	25	4	6	**62 336**
4%	10 362	1 642	1 243	1 809	963	29 937	14 066	22 696	348	33	5	8	**83 112**
5,70%	14 766	2 340	1 772	2 578	1 373	42 659	20 044	32 342	496	47	7	12	**118 436**

[1] *Pour de plus amples informations, voir le communiqué du 8 décembre 2022, via le lien suivant : Le Conseil d'Etat octroie 182 millions pour l'indexation des salaires et des régimes sociaux | État de Vaud (vd.ch)*

Question : Dans quelle mesure le report d'engagement de 2 policiers à plein temps pour assurer les missions de terrain suite à la réorganisation visant à améliorer les conditions d'encadrement conformément aux attentes exprimées par le personnel va-t-il peser sur les collaborateurs déjà en place et par conséquent, comment envisagez-vous le fonctionnement du service de police sans ces 2 EPT ?

***Réponse** : Police Riviera, tout comme l'ensemble des Polices communales vaudoises, a enregistré une forte vague de démissions de policières et policiers en 2022. Ces démissions sont vraisemblablement liées au fait que les Polices cantonales vaudoises, fribourgeoises et valaisannes ont pu massivement renforcer leurs effectifs. Afin d'atténuer ce déficit en ressources, Police Riviera a pu engager 6 policières et policiers formés issus notamment des corps de polices communales valaisannes. Il reste actuellement plusieurs postes à combler. Cependant, le manque de personnel policier formé sur ce marché de niche ne permettra sans doute pas à Police Riviera de combler ses effectifs l'année prochaine. Dès lors, le report de l'engagement de 2 ETP supplémentaires ne prétéritera pas davantage le fonctionnement du service en 2023.*

Question : Le report d'engagement d'un coordinateur de projet (0,8 EPT) afin d'appuyer se son expertise spécifique le Codir et la Direction dans la gestion de nombreux dossiers simultanés et chronophages ne va-t-il pas trop ralentir les démarches en cours ?

Réponse : *Pour le Comité de direction et la Direction, ce poste s'avère nécessaire à assurer la qualité de la gestion et la coordination des nombreux projets et des dossiers en cours. Parmi ceux-ci, l'on citera notamment la révision des Statuts de l'ASR et du Statut du personnel, la réfection des locaux, le dispositif régional et la Maison de la sécurité publique, la dématérialisation progressive de l'administration ou encore les thématiques liées à la part toujours croissante de l'informatique dans nos activités.*

Néanmoins, pour les communes membres de l'ASR, un tel report permettra de réduire l'impact financier résultant de l'adaptation de l'échelle des traitements et de l'indemnité pour inconvénients de service. Cette solution constitue donc un compromis entre les attentes du personnel et celles des communes en lien avec leur situation financière.

CONCLUSIONS

La Commission est consciente des enjeux de ce préavis qui visent à maintenir le pouvoir d'achat du personnel de l'ASR et par ce biais de continuer à proposer des conditions attractives et motivantes tout en recherchant un équilibre financier avec les communes-membres en maîtrisant le budget 2023 adopté. Elle tient à saluer ces compromis.

Pour terminer, la Commission a passé au vote final avec comme résultat une unanimité en faveur de l'adoption de ce préavis tel que présenté.

En conclusion, la Commission de gestion vous prie, Monsieur le Président, Mesdames les conseillères, Messieurs les conseillers, de bien vouloir voter les conclusions suivantes :

Le Conseil intercommunal Sécurité Riviera

Vu le préavis No 08/2022 du Comité de direction du 10 novembre 2022 relatif à la proposition d'indexation de l'échelle des traitements sur la base de l'indice national des prix à la consommation,

Vu le rapport de la Commission de gestion chargée d'étudier le projet,

Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

décide

- d'approuver l'adaptation de l'échelle des traitements du personnel de l'ASR, sur la base de l'indice national des prix à la consommation, d'un taux de 3 %, soit un montant supplémentaire estimé de CHF 732'640.-- ;

- d'indexer également l'indemnité pour inconvénients de service au même taux (3%), soit un montant total estimé de CHF 62'336.-- ;

- d'allouer, en conséquence, un montant global estimé de CHF 794'976.—à ce titre, qui sera compensé par des reports d'engagement de personnel et de certains amortissements d'investissements d'un montant global de CHF 844'579.--.

Pour la Commission de gestion :

Anne Ducret, présidente-rapporteur

Chardonne, le 15 décembre 2022

Annexe : Tableau IPC 3 %

IPC 3% - Budget 2023 des salaires et des charges sociales *(les montants des primes ne sont pas inclus)*

	Traitements 2023 sans IPC	IPC 0,5% sur traitements 2023	IPC augmentation de 2,5%	**Total traitements 2023**	Charges sociales 2023 sans IPC	IPC 0,5% sur charges sociales 2023	IPC augmentation de 2,5%	**Total charges sociales 2023**	Traitements & charges sociales 2023 sans IPC	**IPC 0,5% sur traitements et charges sociales 2023**	**IPC augmentation de 2,5%**	**Total traitements et charges sociales 2023**
Service généraux	315 796	1 572	7 859	**317 368**	88 455	441	2 211	**88 896**	404 251	**2 013**	**10 070**	**406 264**
Direction	1 182 442	5 735	28 674	**1 188 177**	315 706	1 579	7 893	**317 285**	1 498 148	**7 314**	**36 566**	**1 505 462**
Chancellerie	411 691	2 029	10 145	**413 720**	110 724	553	2 768	**111 277**	522 415	**2 582**	**12 913**	**524 997**
Police & Prévention	12 844 364	56 134	280 670	**12 900 498**	3 522 621	17 613	88 066	**3 540 234**	16 366 985	**73 747**	**368 736**	**16 440 732**
Ambulance	3 334 517	14 874	74 368	**3 349 391**	911 079	4 555	22 777	**915 634**	4 245 596	**19 429**	**97 145**	**4 265 025**
UTLI	649 469	3 095	15 475	**652 564**	174 091	871	4 352	**174 962**	823 560	**3 966**	**19 828**	**827 526**
Amendes d'ordre	463 684	2 269	11 346	**465 953**	118 911	594	2 973	**119 505**	582 595	**2 863**	**14 319**	**585 458**
Office du commerce et	901 041	4 164	20 822	**905 205**	244 297	1 222	6 107	**245 519**	1 145 338	**5 386**	**26 930**	**1 150 724**
Signalisation	783 024	3 731	18 653	**786 755**	209 583	1 048	5 240	**210 631**	992 607	**4 779**	**23 893**	**997 386**
Stationnement	2 125 813	9 617	48 087	**2 135 430**	570 364	2 852	14 259	**573 216**	2 696 177	**12 469**	**62 346**	**2 708 646**
SDIS	1 110 175	5 162	25 810	**1 115 337**	300 971	1 505	7 524	**302 476**	1 411 146	**6 667**	**33 335**	**1 417 813**
PC	860 556	4 133	20 666	**864 689**	235 552	1 177	5 889	**236 729**	1 096 108	**5 310**	**26 555**	**1 101 418**
Totaux	**25 184 125**	**112 515**	**562 577**	**25 296 640**	6 802 354	**34 010**	**170 059**	**6 836 364**	31 986 479	**146 525**	**732 636**	**32 133 004**